Introduction

Nicolas Lefort

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/alsace/3420>

DOI : 10.4000/alsace.3420

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2018

Pagination : 9-12

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Nicolas Lefort, « Introduction », *Revue d'Alsace* [En ligne], 144 | 2018, mis en ligne le 09 mai 2019, consulté le 15 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/3420> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.3420>

Introduction

Nicolas Lefort

9

Le 11 novembre 2018 marquera le centenaire de la fin des combats de la Première Guerre mondiale et de la réintégration de l'Alsace dans la Nation française après 48 années de souveraineté allemande, conséquence de la défaite de 1870 et de la signature du traité de Francfort de 1871 qui aboutit à la création du *Reichsland* d'Alsace-Lorraine.

Après quatre années de guerre, de dictature militaire et de privations, l'entrée des troupes françaises et les premières visites officielles en Alsace en novembre et décembre 1918 suscitent un vif enthousiasme dans la population alsacienne et donnent lieu à de nombreuses fêtes et manifestations patriotiques qui ont fait l'objet de plusieurs publications, les dernières en date étant celles de Francis Grandhomme¹ et de Joseph Schmauch² dans les *Revue d'Alsace* 2013 et 2015.

Le visuel du programme de notre colloque illustre cet « éblouissement tricolore ». Il s'agit d'un dessin de Georges Dutriac (1866-1958) qui a servi d'image de couverture au roman du Nancéen Émile Hinzelin (1857-1937) intitulé *Strasbourg* et paru en 1921. Une jeune fille alsacienne en costume traditionnel brandit un bouquet tricolore. Elle est assise sur un canon français qui entre dans la ville reconnaissable à la silhouette de sa cathédrale. La foule s'est massée place Kléber pour voir passer les poilus entrés par la porte de Schirmeck le 22 novembre 1918. Voilà l'image de l'accueil que les Alsaciens réservent aux Français, image qui permet au président de la République Raymond Poincaré de proclamer au balcon de l'hôtel de ville de Strasbourg le 9 décembre que « le plébiscite est fait ! » Mais face à la volonté assimilatrice du gouvernement français contraire à la promesse du général Joffre, faite à Thann le 24 novembre 1914, de respecter les libertés,

1. Francis GRANDHOMME, « Retrouver la frontière du Rhin en 1918 : l'entrée des poilus en Alsace et le retour à la France », *Revue d'Alsace, L'Alsace et la Grande Guerre*, n° 139, 2013, p. 237-258.

2. Joseph SCHMAUCH, « Marseillaise, paradis tricolore et drapeaux par milliers, Les fêtes du retour de l'Alsace à la France (novembre-décembre 1918) », *Revue d'Alsace, Fêtes en Alsace de l'Antiquité à nos jours*, n° 141, 2015, p. 297-320.

les traditions, les convictions et les mœurs de l'Alsace, face aux premières erreurs et maladresses des Français, et en raison d'une incompréhension réciproque, « l'éblouissement tricolore » de novembre-décembre 1918 laisse rapidement la place au « malaise alsacien » qui s'installe durablement à partir du printemps 1919. Ce « malaise alsacien » se transforme en véritable « crise autonomiste » après la victoire du Cartel des Gauches aux élections de 1924 et le discours du nouveau président du Conseil Édouard Herriot annonçant à la Chambre le 17 juin son intention d'introduire en Alsace et en Lorraine « l'ensemble de la législation républicaine », c'est-à-dire la loi de Séparation des Églises et de l'État et les lois laïques. Voilà ce qui justifie le titre et le bornage chronologique de notre colloque.

Depuis les travaux fondateurs de Christian Baechler sur *Les Alsaciens et le grand tournant de 1918*³, et de Geneviève Baas sur *Le malaise alsacien de 1919 à 1924*⁴, menés au moment du cinquantième anniversaire du retour à la France et publiés tous deux en 1972, les études universitaires sur cette période clé de l'histoire contemporaine de l'Alsace se sont multipliées, notamment les dernières années. C'est que la réintégration de l'Alsace dans la Nation française après un demi-siècle d'évolution dans le cadre politique, juridique et culturel particulier du *Reichsland* a posé des problèmes multiples qui sont autant de sujets pour les historiens.

Le retour de l'Alsace à la France soulève d'abord des questions diplomatiques pendant les négociations de la Conférence de la Paix, au moment de la signature du traité de Versailles de juin 1919 et dans le cadre des relations franco-allemandes après-guerre, mais il sert aussi de référence dans des situations analogues à l'étranger.

Il soulève des problèmes psychologiques, avec le triage de la population en quatre catégories suivant des critères ethniques, l'épuration qui sévit dans l'administration, l'expulsion rapide de la plupart des « Vieux-Allemands » dans des conditions parfois pénibles et le choix de certains Alsaciens de s'installer outre-Rhin.

3. Christian BAECHLER, *Les Alsaciens et le grand tournant de 1918*, Strasbourg, Développement et communauté, 1972, 158 p. (extrait de la thèse de 3^e cycle d'histoire, soutenue à Strasbourg en 1969 et intitulée *L'Alsace entre la guerre et la paix, recherches sur l'opinion publique, 1917-1918*). Nouvelle édition revue et augmentée, Strasbourg, L'Ami Hebdo/M.E.D.I.A., 2008, 192 p. (compte-rendu par François Igersheim dans la *Revue d'Alsace*, n° 135, 2009, p. 510-512).

4. Geneviève BAAS, *Le malaise alsacien, 1919-1924*, Strasbourg, Développement et communauté, 1972, 152 p.

Des questions économiques et financières, avec la mise sous séquestre de nombreuses entreprises allemandes, la conversion des marks en francs, le changement de régime fiscal, la modification des courants d'échanges commerciaux et la nouvelle concurrence pour les entreprises alsaciennes, les aménagements en matière de transports, les dommages de guerre et la reconstruction des zones dévastées, en particulier dans le Haut-Rhin.

Des problèmes sociaux, avec la question des droits acquis de la législation de Bismarck, la protection sociale et le statut des fonctionnaires en avance sur la situation existant dans le reste de la France, la place à donner aux anciens combattants alsaciens de l'armée allemande, les grèves et les conflits sociaux qui se multiplient.

Des problèmes religieux, scolaires et culturels, avec la question du maintien du régime des cultes reconnus et de l'école confessionnelle ou l'introduction de la loi de Séparation de 1905, l'introduction du français comme seule langue officielle et son enseignement aux enfants comme aux adultes, la réorganisation du personnel enseignant, l'action culturelle française, la mise en valeur du patrimoine monumental considéré comme français et l'historiographie du retour de l'Alsace à la France.

Des problèmes politiques et administratifs, enfin, avec les hésitations du gouvernement français sur l'organisation administrative à donner à l'Alsace-Lorraine, la question de la centralisation et de la départementalisation, la reprise de la vie politique et les élections, la surveillance étroite de l'opinion et la naissance du « malaise alsacien ».

Voici quelques-unes des multiples questions posées par le retour de l'Alsace à la France qui figuraient dans notre appel à communications. Les 17 conférenciers qui se sont succédé au cours des trois demi-journées du colloque des 9 et 10 février 2018 ont apporté leur éclairage sur nombre de ces points, et bien d'autres encore, sans pouvoir bien sûr prétendre à une quelconque exhaustivité. Leurs contributions, publiées dans le présent volume⁵, constituent un état des lieux de la recherche historique récente sur cette période de l'histoire de l'Alsace qui s'étend de 1918 à 1924 et ouvrent de nombreuses pistes aux chercheurs d'aujourd'hui et de demain.

5. Seule la contribution de Marion Aballéa (UMR 7367 DYNAMIE – Université de Strasbourg / Institut d'études politiques) intitulée « Le pansement du capitaine Haddock ? L'Alsace-Lorraine, enjeu toujours sensible de la relation franco-allemande au lendemain de la Première Guerre mondiale » n'a pas été livrée pour publication.

Session du colloque à la Bibliothèque alsatique du Crédit Mutuel à Strasbourg le 10 février 2018 (photo : Séverine Schmutz-Foësser).